

L'OCDE souligne l'intégration insuffisante des migrants dans leur pays d'accueil

Malgré des améliorations, le potentiel des personnes immigrées n'est pas assez exploité

A lors qu'une vague d'angoisse liée aux flux migratoires traverse l'Occident, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) appelle à accentuer les efforts pour mieux intégrer les personnes immigrées. Leurs compétences restent largement inexploitées, estime l'OCDE, dans un rapport publié, dimanche 9 décembre, en collaboration avec la Commission européenne.

Celui-ci a été dévoilé à la veille de la conférence intergouvernementale organisée à Marrakech (Maroc) pour approuver formellement le « Pacte mondial sur les migrations ». Un document non contraignant, mais qui n'a cessé de susciter crispations et défections, y compris en Europe, traduisant la sensibilité du sujet. Or l'échec à insérer les migrants non seulement pèse sur la croissance, mais génère de l'instabilité politique et « affecte la cohésion sociale », dit le rapport.

Aujourd'hui, les pays de l'OCDE et de l'Union européenne (UE) comptent, respectivement, 128 millions et 58 millions d'immigrés, soit plus de 10 % de leurs populations. Tour d'horizon, en cinq grandes tendances, de leur intégration économique.

Un niveau d'éducation qui progresse, mais accuse des retards Étonnamment, peut-être, au sein de l'OCDE, le pourcentage de profils hautement qualifiés est plus

élevé chez les immigrés (37%) que parmi les citoyens nés dans les pays (32%). Cependant, ils sont aussi plus nombreux à être très faiblement qualifiés, notamment en Europe : 39% parmi les migrants originaires de pays non européens, contre 23% des citoyens nés sur place.

Les résultats scolaires des jeunes descendants d'immigrés se sont améliorés dans la plupart des pays depuis dix ans. Mais, s'ils affichent des taux plus faibles de décrochage scolaire qu'autrefois, « les enfants d'immigrés continuent d'accuser un certain retard par rapport aux enfants de parents nés dans le pays », constate le rapport.

Une intégration laborieuse sur le marché du travail Le taux de chômage moyen chez les immigrés, au sein de l'OCDE, est de 8 %, contre 6 % chez les natifs des pays. Dans l'UE, le différentiel est encore plus marqué, de 11,5 %, contre 7,5 %. L'ensemble de la population active a été affecté par les impacts de la crise financière de 2008. Mais quand la reprise s'est installée, les immigrés en ont moins bénéficié que leurs homologues originaires des pays d'accueil. Notamment en Europe du Sud – Espagne, Grèce, Italie –, où ont récemment afflué de grandes vagues de migrants faiblement qualifiés.

Le rapport souligne que les immigrés au chômage sont généralement moins susceptibles de

toucher des allocations-chômage que le reste de la population : 36 %, contre 40 % dans l'UE. Mais cet écart est nettement plus réduit dans certains pays, comme la France, les États-Unis ou les pays nordiques.

Une surreprésentation dans les emplois peu qualifiés Les personnes immigrées sont surreprésentées dans les postes pénibles et dangereux pour la santé. Elles occupent un emploi faiblement qualifié sur quatre en Europe et aux États-Unis, un pourcentage qui monte à 40 % en Autriche ou en Allemagne, et même à plus de 60 % en Suisse.

Parmi les migrants très diplômés, 45 % sont au chômage ou employés à un poste pour lequel ils sont surqualifiés. Un taux qui s'élève, pour le reste de la population, à 40 % au sein de l'OCDE et à 30 % dans l'UE. De façon générale, les pays européens et de l'OCDE accordent une valeur moindre aux diplômes obtenus à l'étranger. En Europe, le taux d'emploi des migrants non européens ainsi qualifiés est 14 % inférieur à celui de leurs pairs ayant obtenu un diplôme dans leur pays d'accueil.

Une pauvreté plus répandue qu'il y a dix ans Dans la foulée de la crise, la pauvreté relative des immigrés a progressé en dix ans, indique le rapport. Elle touche, en moyenne, 30 % d'entre eux, et la

proportion a augmenté de 1 à 5 points de pourcentage, selon les États, tandis qu'elle restait stable parmi les citoyens originaires des pays d'accueil.

Le fait de détenir un emploi n'est pas toujours un rempart efficace contre la paupérisation : le taux de travailleurs pauvres chez les migrants est d'environ 19 % dans l'OCDE et l'UE, deux fois plus qu'au sein des populations autochtones. L'écart est particulièrement marqué au Danemark, en Autriche ou dans les pays d'Europe du Sud.

Dans l'OCDE comme en Europe, le revenu médian des ménages de migrants est environ 10 % inférieur à celui des personnes nées sur place. Et, globalement, les personnes immigrées sont partout surreprésentées dans le premier décile, celui des ménages les plus modestes.

Un sentiment de proximité avec le pays d'accueil Dans tous les pays de l'UE et de l'OCDE, plus de 80 % des immigrés disent se sentir proches, voire très proches, de leur pays de résidence. Un taux qui grimpe à près de 95 % en France ou en Suisse. Les avis à propos de l'immigration dans les pays d'accueil n'ont pas beaucoup changé depuis 2006, décrit aussi le rapport, qui met tout de même en exergue un biais légèrement plus favorable au sein des populations. ■

MARIE DE VERGÈS